

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La société anonyme « ORDA — B », établie à Louvain, Interleuvenlaan 27, R.C. Louvain 47145, remplit une mission d'intérêt général dans le cadre des tâches et travaux visés aux articles 2 et 4 de l'arrêté royal du 10 septembre 1986 autorisant certaines autorités du Ministère des Classes moyennes et de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques.

**Art. 2.** Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 30 juillet 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,  
J. BUCHMANN

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,  
G. MUNDELEER

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en van Onze Staatssecretaris voor Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De naamloze vennootschap « ORDA — B », gevestigd te Leuven, Interleuvenlaan 27, H.R. Leuven 47145, vervult een opdracht van algemeen belang in het kader van de taken en werkzaamheden beoogd in de artikelen 2 en 4 van het koninklijk besluit van 10 september 1986 waarbij aan sommige overheden van het Ministerie van Middenstand en van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen machtiging wordt verleend tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen.

**Art. 2.** Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gégeven te Motril, 30 juli 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,  
J. BUCHMANN

De Staatssecretaris voor Middenstand,  
G. MUNDELEER

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 87 — 1513

17 JUILLET 1987. — Décret sur l'audiovisuel (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

- 1<sup>o</sup> Exécutif : l'Exécutif de la Communauté française.
- 2<sup>o</sup> Réseau de radiodistribution : l'ensemble des installations mises en œuvre par un même distributeur dans le but essentiel de transmettre par câble à des tiers des signaux porteurs de programmes sonores.
- 3<sup>o</sup> Réseau de télédistribution : l'ensemble des installations mises en œuvre par un même distributeur dans le but essentiel de transmettre par câble à des tiers des signaux porteurs de programmes de télévision.
- 4<sup>o</sup> Programmes sonores : les émissions sonores des services de radiodiffusion et les autres transmissions de sons, pour lesquelles une autorisation de distribution a été accordée par la Communauté.
- 5<sup>o</sup> Programmes de télévision : les émissions télévisées des services de radiodiffusion et les autres transmissions d'images ou de textes accompagnés ou non de sons, pour lesquelles une autorisation de distribution a été accordée par la Communauté.
- 6<sup>o</sup> Service de radiodiffusion : service de radiocommunication dont les émissions sont destinées à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision ou d'autres genres d'émissions.  
Pour le service de radiodiffusion par satellite, l'expression « destinées à être reçues directement par le public en général » s'applique aussi bien à la réception par l'intermédiaire d'un réseau de radiodistribution ou de télédistribution qu'à la réception au moyen d'une antenne collective ou d'une antenne individuelle.
- 7<sup>o</sup> Station de radiodiffusion : la station d'un service de radiodiffusion.
- 8<sup>o</sup> Distributeur : la personne qui exploite un réseau de radiodistribution ou de télédistribution ou les gestionnaires d'une société de distribution.

(1) Session 1985-1986.

*Documents du Conseil.* — N° 55, n° 1. Projet de décret. — N° 55, nos 2 à 87, n° 55, n° 89 à 101, et N° 55, nos 103 à 106. Amendements et sous-amendements. — N° 55, n° 88. Rapport. — N° 55, n° 102. Avis du Conseil d'Etat.

*Session 1982-1983.*

*Documents du Conseil.* — N° 105, n° 1. Proposition de décret. — N° 108, n° 1. Proposition de décret. — N° 108, n° 2 et n° 6. Avis du Conseil d'Etat. — N° 108, nos 3, 4 et 5. Amendements et sous-amendements. — N° 108, n° 7. Rapport. — N° 119, n° 1. Proposition de décret.

*Session 1984-1985.*

*Documents du Conseil.* — N° 161, n° 1. Proposition de décret. — N° 203, n° 1. Proposition de décret. — N° 203, n° 2. Avis du Conseil d'Etat. — N° 203, nos 2. Avis du Conseil d'Etat. — N° 203, n° 3. Amendements (Examen conjoint).

*Session 1986-1987.*

*Comptes rendus intégraux.* — Discussion. Séances des 6, 7 et 11 juillet 1987. — Adoption. 12 juillet 1987.

9° Antenne collective : un dispositif de captage d'émissions de radiodiffusion auquel sont reliés plusieurs appareils récepteurs de ces émissions et pour l'usage duquel, hormis la participation de l'utilisateur aux frais réels résultant de l'installation, du fonctionnement et de l'entretien de ce dispositif, aucune redevance d'abonnement n'est exigée.

10° Production propre : les programmes conçus par le personnel d'un service de radiodiffusion, composés et réalisés par lui ou sous son contrôle. Ces programmes ne peuvent être constitués ni par la diffusion répétée, ni par la retransmission simultanée ou différée de programmes d'une autre station.

#### CHAPITRE II. — *Les télévisions locales et communautaires*

**Art. 2.** L'Exécutif peut autoriser la création et le fonctionnement de télévisions locales et communautaires.

**Art. 3.** Il ne peut être autorisé en principe qu'une seule télévision locale et communautaire pouvant être distribuée au départ des stations de tête de réseau d'un même arrondissement administratif.

L'Exécutif peut déroger à ce principe, en considération de la superficie de l'arrondissement, de la population de celui-ci, des possibilités d'audience et d'acheminement des programmes aux stations de tête de réseau en définissant les zones autorisées correspondant à une ou plusieurs stations de tête de réseau d'un même arrondissement administratif.

**Art. 4.** Pour être autorisée, une télévision locale et communautaire doit :

1° Être constituée en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, et se conformer aux dispositions de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

2° Diffuser, en production propre, des programmes d'information et d'animation locales, de développement culturel et d'éducation permanente, à concurrence d'au moins 65 p.c. de l'ensemble des programmes, à l'exclusion des rediffusions et des coproductions.

L'Exécutif détermine la part de coproduction minimale requise pour que tout ou partie de ladite coproduction soit considérée comme production propre.

Les productions propres des télévisions locales et communautaires doivent favoriser l'expression et la participation de la population concernée;

3° Diffuser ces émissions dans une zone qui ne peut dépasser celle correspondant à la zone couverte au départ des stations de tête de réseau d'un même arrondissement administratif;

4° Établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information et s'engager à le respecter;

5° Instituer un comité de programmation chargé d'établir les propositions de programme destinées à l'organe de gestion de l'association.

**Art. 5.** Les organes de gestion et le comité de programmation des télévisions locales et communautaires ne peuvent être composés, pour plus d'un tiers de leurs membres, de mandataires publics ou de représentants des pouvoirs publics.

Le mandat des membres du conseil d'administration prend fin deux mois après la date de chaque élection législative. Il est renouvelable.

**Art. 6.** Dans les limites des crédits inscrits au budget, les télévisions locales et communautaires autorisées peuvent recevoir une subvention de fonctionnement dont une partie, arrêtée par l'Exécutif, est destinée aux dépenses de personnel et une subvention d'investissement.

L'Exécutif arrête les conditions et modalités d'octroi de ces subventions.

Il peut notamment classer les télévisions locales et communautaires en catégories, selon des critères qu'il détermine.

**Art. 7.** L'autorisation est donnée pour une durée de cinq ans. Elle est renouvelable.

L'Exécutif peut à tout moment suspendre ou retirer l'autorisation accordée à une télévision locale et communautaire qui ne respecte pas les dispositions du présent décret ou celles prises en exécution de celui-ci.

L'Exécutif arrête les modalités de l'octroi, de la suspension et du retrait de l'autorisation.

**Art. 8.** L'octroi des subventions aux télévisions locales et communautaires est soumis aux dispositions de l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967, relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions ainsi qu'à celles de l'arrêté royal du 26 avril 1968 réglant l'organisation et la coordination du contrôle et de l'emploi des subventions.

Des avances provisionnelles peuvent être octroyées par l'Exécutif.

Il en fixe le montant et le calendrier de versement.

**Art. 9.** L'octroi des subventions est subordonné à la présentation, au plus tard le 31 mars, du rapport d'activités, du bilan et du compte d'exploitation de l'exercice écoulé ainsi que d'une grille de programmes et d'un projet de budget pour l'exercice suivant.

#### CHAPITRE III. — *Les télévisions régionales privées*

**Art. 10.** L'Exécutif peut autoriser la création et le fonctionnement de télévisions privées à caractère régional — dénommées « télévisions régionales privées ».

**Art. 11.** Une télévision régionale privée ne peut diffuser ses émissions dans plus de deux zones contiguës.

Ces zones sont :

1° La province de Hainaut;

2° La province de Liège, à l'exception des communes composant la Communauté germanophone;

3° La province de Luxembourg;

4° La province de Namur;

5° L'arrondissement de Bruxelles;

6° L'arrondissement administratif de Nivelles.

L'Exécutif peut, en considération de la superficie de la province ou de l'arrondissement, de la population de celle-ci ou de celui-ci, des possibilités d'audience et d'acheminement des programmes aux stations de tête de réseau, définir les zones autorisées correspondant à une ou plusieurs stations de tête de réseau d'une même province ou d'un même arrondissement.

**Art. 12.** Pour être autorisée, une télévision régionale privée doit :

- 1° Être constituée en société commerciale;
- 2° Posséder un siège social et un siège d'exploitation établis dans la zone de diffusion de la télévision régionale privée;
- 3° Assurer dans sa programmation une part d'au moins 20 p.c. de production propre. L'Exécutif peut fixer un pourcentage supérieur;
- 4° Mettre en valeur dans ses programmes le patrimoine culturel de la Communauté française;
- 5° Au cas où des émissions d'information sont réalisées, compter parmi les membres de son personnel un ou des journalistes professionnels ou une ou des personnes travaillant dans des conditions qui permettent de le devenir, conformément à la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel;
- 6° Établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information et le respecter;
- 7° Avoir conclu avec le ou les distributeurs concernés les accords nécessaires à la diffusion des émissions dans la zone couverte par la télévision régionale, qui ne peut dépasser celle correspondant à la zone couverte au départ des stations de tête de réseau d'une même province ou d'un même arrondissement;
- 8° Présenter à l'Exécutif un rapport annuel d'activités portant notamment sur les 3°, 4°, 5° et 6° du présent article.

**Art. 13.** Sauf s'il s'agit de la participation d'un distributeur telle que définie à l'article 21, les administrations publiques et les organismes d'intérêt public chargés du service public de l'audiovisuel ne peuvent participer, ni directement ni indirectement, au capital ou aux organes de gestion de la télévision régionale privée.

**Art. 14.** L'autorisation est donnée pour une durée de neuf ans. Elle est renouvelable.

L'Exécutif peut à tout moment suspendre ou retirer l'autorisation accordée à une télévision régionale privée qui ne respecte pas les dispositions du présent décret ou celles prises en son exécution.

L'Exécutif arrête les modalités de l'octroi, de la suspension ou du retrait de l'autorisation.

#### CHAPITRE IV. — *Les télévisions privées de la Communauté française*

**Art. 15.** L'Exécutif peut autoriser la création et le fonctionnement de télévisions privées d'audience communautaire — dénommées télévisions privées de la Communauté française — dont l'objet est de diffuser des programmes destinés à l'ensemble de la Communauté française.

**Art. 16.** Pour être autorisée, une télévision privée doit :

- 1° Être une société commerciale;
- 2° Établir son siège social et son siège d'exploitation dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 3° Assurer dans sa programmation une part d'au moins 20 p.c. de production propre. L'Exécutif peut fixer un pourcentage supérieur;
- 4° Mettre en valeur dans ses programmes le patrimoine culturel de la Communauté française, notamment dans ses différents aspects régionaux;
- 5° Conclure avec des personnes physiques ou morales établies dans la région de langue française ou la région bilingue de Bruxelles-Capitale des accords de coproduction ou des contrats de prestations extérieures représentant au moins 5 p.c. de sa programmation. L'Exécutif peut fixer un pourcentage supérieur;
- 6° Compter parmi les membres de son personnel un ou des journalistes professionnels, ou une ou des personnes travaillant dans des conditions qui permettent de le devenir; conformément à la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel;
- 7° Établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information et s'engager à le respecter;
- 8° Présenter au Conseil de la Communauté française un rapport annuel portant notamment sur les alinéas 3°, 4°, 5°, 6° et 7° du présent article.

**Art. 17.** Sauf s'il s'agit de la participation d'un distributeur telle que définie à l'article 21 du présent décret, les administrations publiques et les organismes d'intérêt public chargés du service public de l'audiovisuel ne peuvent participer, ni directement, ni indirectement, au capital ou aux organes de gestion de la télévision privée.

**Art. 18.** L'autorisation est donnée pour une durée de neuf ans. Elle est renouvelable.

L'Exécutif peut à tout moment suspendre ou retirer l'autorisation accordée à une télévision privée qui ne respecte pas les dispositions du présent décret ou celles prises en exécution de celui-ci.

L'Exécutif arrête les modalités de l'octroi, de la suspension ou du retrait de l'autorisation.

Il peut subordonner l'autorisation à des dispositions complémentaires fixées par voie de convention avec l'organisme autorisé et notamment relatives aux matières visées à l'article 16, 3°, 4°, 5°, du présent décret.

#### CHAPITRE V. — *Les services de télévision payants*

**Art. 19.** La R.T.B.F. et les télévisions privées autorisées à émettre par l'Exécutif peuvent diffuser certains de leur programmes par câble ou par ondes hertziennes au moyen de signaux codés en tout ou en partie.

L'Exécutif peut autoriser l'organisme à subordonner la réception de ces programmes à un paiement. Il arrête les modalités de paiement et approuve les prix fixés. Cette autorisation peut être suspendue ou retirée, aux conditions fixées par l'Exécutif.

Dans les conditions et suivant les modalités qu'il détermine, l'Exécutif peut autoriser la diffusion par câble d'autres genres de services que les programmes sonores ou les programmes de télévision. Ces services peuvent être diffusés au moyen de signaux codés en tout ou en partie et leur réception peut être subordonnée à un paiement.

#### CHAPITRE VI. — *Les réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion*

**Art. 20.** § 1er. Nul ne peut exploiter un réseau de radiodistribution ou de télédistribution sans avoir obtenu l'autorisation écrite de l'Exécutif.

Cette autorisation n'est donnée qu'aux personnes habilitées à établir ou à exploiter un réseau de radiodistribution ou de télédistribution.

L'autorisation mentionne le territoire d'exploitation et les programmes diffusés suivant les stipulations des articles 22 et 23 du présent décret.

Elle est révoquée par l'Exécutif en cas de violation du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution.

§ 2. L'autorisation n'est pas requise pour l'établissement d'une antenne collective à l'usage exclusif de détenteurs d'appareils récepteurs occupant :

- des chambres ou appartements d'un même immeuble;
- des immeubles groupés d'un même propriétaire dont le nombre ne dépasse pas cinquante;
- des habitations groupées dont le nombre ne dépasse pas cinquante;
- des caravanes ou emplacements d'un même camping.

§ 3. L'autorisation ne peut être accordée qu'aux personnes morales dont le siège social et le siège d'exploitation sont établis dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 4. L'autorisation est valable jusqu'à la fin de la neuvième année civile qui suit la délivrance de l'autorisation; elle est ensuite prorogée pour des périodes successives de six ans, sauf renonciation par le distributeur ou dénonciation par l'Exécutif, notifiée par lettre recommandée au cours du premier semestre de la dernière année de validité de l'autorisation.

Les autorisations en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent décret restent valables jusqu'à leur terme normal.

L'autorisation est personnelle et ne peut être cédée à un tiers que moyennant accord écrit de l'Exécutif.

§ 5. L'Exécutif contrôle la conformité de l'exploitation des réseaux au présent décret et à ses arrêtés d'exécution.

Le montant et les modalités de paiement des redevances dues par le distributeur pour l'exercice de ce contrôle, sont fixés par l'Exécutif.

**Art. 21.** Le distributeur et son gestionnaire ne peuvent détenir ensemble plus de 24 p.c. du capital d'un organisme privé de radiodiffusion, ni avoir une participation de plus d'un tiers dans les organes de gestion, ni en être gérant.

**Art. 22. § 1.** Le distributeur qui est autorisé à exploiter un réseau de télédistribution doit transmettre au moment de leur diffusion et dans leur intégralité :

- tous les programmes de télévision du service public de radiodiffusion de la Communauté;
- les programmes des télévisions locales et communautaires correspondant aux zones de réception délimitées avec l'accord de l'Exécutif;
- les programmes d'organismes internationaux auxquels participe le service public de radiodiffusion de la Communauté;
- les programmes de télévisions régionales privées telles que définies au Chapitre III du présent décret, dans leurs zones de réception respectives;
- les programmes des télévisions privées de la Communauté française telles que définies au Chapitre IV du présent décret.
- un ou des programmes de télévision du service public de radiodiffusion de la Communauté flamande pour autant que les distributeurs que cette Communauté autorise soient tenus de transmettre un ou des programmes de télévision du service public de radiodiffusion de la Communauté française;
- un ou des programmes de télévision du service public de radiodiffusion de la Communauté germanophone pour autant que les distributeurs que cette Communauté autorise soient tenus de transmettre un ou des programmes de télévision du service public de radiodiffusion de la Communauté française.

§ 2. Le distributeur peut, moyennant autorisation écrite et préalable de l'Exécutif, transmettre au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les programmes de télévision de toute autre station de radiodiffusion autorisée par l'Etat dans lequel elle a son siège social, et répondant aux conditions fixées par l'Exécutif dans l'acte d'autorisation. Cette autorisation est révocable.

§ 3. Le distributeur ne peut transmettre sur le même canal des programmes du service public de radiodiffusion visé au § 1er du présent article et des programmes de télévisions régionales privées ou de télévisions locales et communautaires.

L'Exécutif peut déroger à la disposition de l'alinéa 1er du présent paragraphe pour les télévisions régionales privées et les télévisions locales et communautaires qui diffusent leur programme sur tout ou partie de l'arrondissement de Bruxelles.

**Art. 23.** Le distributeur qui est autorisé à exploiter un réseau de radiodistribution a l'obligation de transmettre au moment de leur diffusion et dans leur intégralité, les programmes sonores des stations du service public de la Communauté, émis en modulation de fréquence.

Il peut également transmettre au moment de sa diffusion et dans son intégralité tout programme sonore belge ou étranger, émis par un organisme de radiodiffusion autorisé par l'Etat dans lequel il a son siège social.

Le distributeur doit réserver au moins trois canaux pour des radios régionales à désigner par l'Exécutif et qui ne transmettent pas leurs programmes par voie hertzienne.

**Art. 24. § 1.** Le distributeur ne peut transmettre que les programmes soit sonores soit de télévision qu'il est tenu de distribuer en vertu des articles 22 et 23 ainsi que les programmes et services qui sont autorisés par le présent décret ou en vertu de celui-ci.

§ 2. Les distributeurs ne peuvent distribuer des émissions portant atteinte au respect des lois, à la sûreté de l'Etat, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou constituant une offense à l'égard d'un chef d'Etat étranger.

§ 3. Le distributeur doit prendre les mesures nécessaires pour éviter tout usage du réseau non conforme aux dispositions du présent décret. Il doit signaler à l'Exécutif les cas où l'usage du réseau n'est pas conforme au présent décret.

§ 4. Le distributeur peut procéder sur le réseau à la distribution de deux programmes propres d'enregistrements de musique continue ainsi que d'un programme d'informations techniques.

#### CHAPITRE VII. — *La publicité non commerciale*

**Art. 25. § 1.** La publicité non commerciale est autorisée à la radio et à la télévision si elle répond aux critères définis par le présent décret.

§ 2. La publicité est non commerciale au sens du présent décret lorsqu'elle réunit les conditions suivantes :

- 1<sup>o</sup> être diffusée dans le but de servir l'intérêt général;
- 2<sup>o</sup> être demandée par une personne publique, quelle qu'en soit la forme, par un organisme non commercial placé sous le contrôle, la tutelle ou la dépendance des pouvoirs publics, par une institution internationale de droit public ou de droit privé ou par une organisation ou association professionnelle, sociale, culturelle, scientifique ou sportive;

3° ne comporter aucune indication de marque de produits ou de services ni aucune allusion à une telle marque tant par la forme du message que par son identification à un message similaire mais comportant cette allusion; des produits ou des services ne peuvent être présentés que sous une dénomination générique;

4° ne mentionner aucun nom d'entreprise non visée au 2° ci-avant et ne faire aucune allusion à une telle entreprise, tant par la forme du message que par son identification à un message similaire mais comportant cette allusion.

**Art. 26.** Le contenu des messages de publicité non commerciale doit se conformer aux conditions suivantes :

1. ne pas faire apparaître ou suggérer des qualités fictives de produits et services;
2. respecter les règles en vigueur en ce qui concerne la propriété littéraire, artistique et industrielle et les droits de la personne sur son image;
3. ne contenir aucune référence à une personne ou institution déterminées, ni déclarations ou attestations émanant d'elles, sans leur autorisation ou celle de leurs ayants droit;
4. exclure toute allusion favorable aux boissons alcoolisées et au tabac, se conformer aux règles particulières édictées par l'Exécutif concernant les médicaments, soins, traitement médical ou paramédical;
5. ne présenter aucun élément, aucune allusion de nature à heurter les convictions morales, religieuses, philosophiques ou politiques des auditeurs et téléspectateurs.

**Art. 27. § 1.** Il est créé une Commission d'éthique de la publicité non commerciale qui a pour mission de :

- 1° donner d'initiative ou sur demande de l'Exécutif un avis concernant toute question relative à la publicité non commerciale;
- 2° vérifier d'initiative ou sur demande de l'Exécutif ou de toute personne intéressée, la conformité des messages aux dispositions du présent décret, donner un avis y relatif et, le cas échéant, enjoindre la cessation de la diffusion des messages non conformes aux prescriptions du présent décret;
- 3° proposer à l'Exécutif des règles particulières pour tout message concernant un type de médicament, de soins, de traitement médical ou paramédical;
- 4° assurer une liaison permanente avec l'organe créé par la loi pour appliquer les règles en matière de publicité commerciale.

§ 2. La commission est composée de 6 membres au minimum et de 15 membres au maximum.

Les membres sont désignés par l'Exécutif parmi les catégories professionnelles suivantes :

- les juristes spécialisés en droit des affaires;
- les spécialistes des professions audiovisuelles;
- les représentants des professions de la publicité.

Le mandat des membres a une durée de trois ans. Il est renouvelable.

L'Exécutif désigne deux délégués. Ils assistent aux travaux et délibérations de la Commission, avec voix consultative.

La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement prévoit notamment les incompatibilités éventuelles, le délai en-dehors duquel la décision est rendue et la procédure à suivre en cas d'urgence. Le règlement est soumis à l'approbation de l'Exécutif.

§ 3. A la demande du président de la Commission, l'institution à l'initiative de laquelle a été diffusée la publicité non commerciale et tout organisme visé à l'article 25, § 2, 2°, sont tenus de produire les éléments nécessaires pour établir le bien-fondé de toute description, déclaration, attestation, illustration ou expérimentation se rapportant à une émission publicitaire.

**Art. 28.** Chaque année, au cours du premier trimestre, la Commission d'éthique de la publicité non commerciale transmet à l'Exécutif, au Conseil supérieur de l'audiovisuel, et au Conseil de la Communauté française, un rapport complet de ses activités comportant les avis rendus.

#### CHAPITRE VIII. — *Le parrainage*

**Art. 29.** Pour autant qu'il ne s'agisse pas d'émissions d'information, les entreprises publiques ou privées peuvent parrainer des programmes lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) Si le parrainage est annoncé exclusivement dans les génériques diffusés avant et après le programme parrainé et dans les bandes-annonces qui promotionnent ledit programme;

b) Si l'annonce du parrainage contient seulement :

1. Pour les émissions de radio et de télévision : la citation des noms, dénominations ou raisons sociales des parrains.
2. Pour les émissions de télévisions : la référence aux sigles et logos visuels distinctifs habituellement associés à la présentation des noms, dénominations ou raisons sociales des parrains.

Le parrainage exclut toute mention de marques ou allusions à des marques de boisson alcoolisée ou de tabac.

#### CHAPITRE IX. — *Les radios privées*

**Art. 30.** L'Exécutif peut autoriser la création et le fonctionnement de radios privées.

Les radios privées s'adressent à un public limité dans l'espace, soit un quartier, une commune, un groupe de communes contiguës, une agglomération, un ou plusieurs arrondissements contigus.

**Art. 31.** Pour être reconnue, une radio privée doit :

- 1° Etre une personne morale;
- 2° Viser la promotion culturelle, l'éducation permanente, l'information, l'animation locale, le divertissement, les services au public; ces objectifs peuvent être poursuivis séparément ou cumulativement;
- 3° Avoir introduit une demande rédigée en langue française, signée au moins par deux personnes de nationalité belge, indiquant leurs noms et leurs domiciles situés obligatoirement dans la zone d'émission de la radio dont la reconnaissance est demandée;
- 4° Etre indépendante d'une organisation représentative des employeurs, d'une organisation représentative des travailleurs ou d'un parti politique;
- 5° Compter parmi les membres de son personnel un ou des journalistes professionnels ou une ou des personnes travaillant dans les conditions qui permettent de le devenir, conformément à la loi 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel. L'Exécutif détermine les radios soumises à cette obligation sur base des zones d'émission prévues. Ces radios doivent établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information et s'engager à le respecter;
- 6° Veiller dans sa programmation à mettre en valeur le patrimoine culturel ainsi que les artistes et créateurs de la Communauté française.

**Art. 32.** Une personne physique ou morale ne peut avoir en propriété ni contrôler directement ou indirectement plus de cinq radios privées.

Au-delà de ce nombre, aucune radio qui est sa propriété ou qui est contrôlée directement ou indirectement par elle ne peut être reconnue.

**Art. 33.** Les pouvoirs publics ne peuvent contrôler ni directement ni indirectement une ou plusieurs radios privées, ni le contenu de l'information.

**Art. 34.** Sauf s'il s'agit de la participation d'un distributeur telle que définie à l'article 21, les administrations publiques et les organismes d'intérêt public chargés du service public de l'audiovisuel ne peuvent participer, ni directement, ni indirectement, au capital ou aux organes de gestion de radios privées.

**Art. 35.** La reconnaissance est octroyée pour une durée de quatre ans. Elle est renouvelable par périodes de quatre ans. Elle détermine, le cas échéant, les tranches horaires d'émissions autorisées.

**Art. 36.** La diffusion des programmes doit être précédée et suivie d'un indicatif permettant d'identifier la radio et de connaître la localisation de l'émetteur ainsi que la fréquence utilisée. Cet indicatif doit être émis à intervalle régulier pendant la diffusion des programmes.

**Art. 37.** En cas de non-respect des dispositions du présent décret et des arrêtés d'application, la reconnaissance peut être suspendue ou retirée par l'Exécutif.

L'Exécutif de la Communauté française détermine les modalités de suspension ou de retrait de la reconnaissance.

#### CHAPITRE X. — *Le Conseil supérieur de l'audiovisuel de la Communauté française*

**Art. 38. § 1.** Il est créé un Conseil supérieur de l'audiovisuel de la Communauté française, ci-après dénommé le Conseil, ayant pour mission de :

1<sup>o</sup> Donner à l'Exécutif un avis préalable sur l'autorisation et la reconnaissance, la suspension ou le retrait de l'autorisation ou de la reconnaissance des services privés de radio et de télévision, des services payants de télévision et des réseaux de distribution;

2<sup>o</sup> Donner à la demande de l'Exécutif ou d'initiative des avis sur toute question relative à l'audiovisuel.

§ 2. Le Conseil est composé de 20 membres au minimum et de 35 membres au maximum.

Les membres sont désignés par l'Exécutif parmi les organismes ou catégories professionnelles suivantes :

- Les professions audiovisuelles;
- Le secteur cinématographique;
- Les sociétés d'auteurs;
- Les producteurs et éditeurs de programmes audiovisuels;
- Les radios privées;
- Les télévisions locales et communautaires;
- Les télévisions régionales privées;
- Les associations de presse;
- La R.T.B.F.;
- La ou les télévisions privées de la Communauté française;
- Les télédistributeurs.

Le mandat des membres est de trois ans. Il est renouvelable. L'Exécutif désigne deux délégués. Ils assistent aux travaux et délibérations du Conseil avec voix consultative.

Le Conseil arrête son règlement d'ordre intérieur. Le règlement prévoit notamment le délai dans lequel les avis doivent être émis. Ce délai écoulé, l'avis est censé avoir été émis. Le règlement est soumis à l'approbation de l'Exécutif.

Chaque année, au cours du premier trimestre, le Conseil transmet à l'Exécutif et au Conseil de la Communauté française un rapport annuel de ses activités.

#### CHAPITRE XI. — *La continuité des services publics*

**Art. 39.** Dans le décret du 12 décembre 1977, portant statut de la radio-télévision belge de la Communauté culturelle française, insérer un article 28bis rédigé comme suit :

« Article 28bis. En l'absence d'un protocole d'accord signé entre le Conseil d'administration de la R.T.B.F. et les organisations syndicales représentatives du personnel, l'Exécutif fixe, après avis du Conseil d'administration de la R.T.B.F. et suivant les modalités prévues par l'arrêté de l'Exécutif du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française, les règles définissant le programme minimum à diffuser, en toutes circonstances, par le service public de radiotélévision tant en matière d'information que de développement culturel, d'éducation permanente et de divertissement ainsi que les équipements qui doivent être maintenus en permanence en ordre de fonctionnement. »

#### CHAPITRE XII. — *Dispositions communes*

**Art. 40.** Les chapitres II et III de la loi du 23 juin 1961 relative au droit de réponse, insérée par la loi du 4 mars 1977, sont applicables aux émissions visées par le présent décret.

**Art. 41.** Toute personne physique ou morale qui détient, directement ou indirectement, plus de 24 p.c. du capital d'une télévision privée de la Communauté française ne peut détenir directement ou indirectement plus de 24 p.c. du capital d'une autre télévision privée de la Communauté française ou de plus de cinq radios privées.

#### CHAPITRE XIII. — *Dispositions pénales*

**Art. 42.** Sera puni d'une amende de 26 francs à 10 000 francs quiconque aura sciemment diffusé des programmes sonores ou de télévision sans avoir obtenu les autorisations prévues par le présent décret ou lorsque ces autorisations ont été suspendues ou retirées.

**Art. 43.** Sera puni d'une amende de 26 francs à 100 000 francs quiconque aura sciemment :

- 1<sup>o</sup> Décodé, sans régler le prix, les signaux de tout ou partie des services de télévision payants;
- 2<sup>o</sup> Transmis en direct à un tiers qui n'a pas payé le prix du service, tout ou partie des programmes décodés d'un service de télévision payant, ou fourni à un tel tiers l'enregistrement complet ou partiel de ces programmes;

3° Reçu d'un tiers, sans régler le prix, soit en direct, soit par voie d'enregistrement, tout ou partie des programmes décodés d'un service de télévision payant;

4° Contrevenu aux dispositions par lesquelles l'Exécutif arrête les modalités du paiement.

La confiscation des appareils est prononcée conformément à l'article 42 du Code pénal.

Les dispositions du Livre I du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions au présent décret et aux arrêtés pris en exécution de celui-ci.

**Art. 44.** Les infractions aux articles 22 à 24 et à leurs arrêtés d'exécution sont punis d'une amende de dix mille francs à 100 000 francs.

Les dispositions du Livre I du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues à l'alinéa 1er.

**Art. 45.** Seront punis d'une amende de 26 francs à 100 000 francs :

1° Ceux qui diffuseront de la publicité non commerciale qui n'est pas conforme aux prescriptions du présent décret;

2° Ceux qui auront élaboré un message diffusé de publicité non commerciale qui n'est pas conforme aux prescriptions du présent décret.

#### CHAPITRE XIV. — Dispositions transitoires

**Art. 46.** Les télévisions locales et communautaires reconnues conformément au décret du 5 juillet 1985 relatif aux télévisions locales et communautaires disposent d'un délai de trois mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour se conformer au Chapitre II.

**Art. 47.** Les autorisations d'exploiter un réseau de radiodistribution ou de télédistribution accordées en application de l'arrêté royal du 24 décembre 1966 relatif aux réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion aux habitations de tiers restent valables jusqu'à l'expiration de l'autorisation en cours.

**Art. 48.** Les radios locales reconnues conformément au décret du 8 septembre 1981 fixant les conditions de reconnaissance des radios locales, disposent d'un délai de trois mois à partir de la date d'entrée en vigueur du présent décret, pour se conformer au chapitre IX.

#### CHAPITRE XV. — Dispositions abrogatoires

**Art. 49.** Sont abrogés :

1° le décret du 8 septembre 1981 fixant les conditions de reconnaissance des radios locales, modifié par les décrets du 8 juin 1983 et du 8 juillet 1985;

2° le décret du 8 juillet 1983 relatif à l'établissement de services de télévision payants;

3° le décret du 8 juillet 1983 réglementant la publicité non commerciale à la radio et à la télévision;

4° le décret du 5 juillet 1985 relatif aux télévisions locales et communautaires.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 1987.

Le Ministre-Président,

Ph. MONFILS

Le Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,

E. POULLET

Le Ministre de la Santé, de l'Enseignement et de Classes moyennes,

A. BERTOUILLE

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 87 — 1513

17 JULI 1987. — Decreet over de audiovisuele sector (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° Executieve : de Franse Gemeenschapsexecutieve;

2° Radiodistributienet : het geheel van de inrichtingen die door een zelfde verdeler in werking worden gesteld met het wezenlijk doel klankprogrammasignalen, langs kabel, aan derden over te brengen;

3° Teledistributienet : het geheel van de inrichtingen die door een zelfde verdeler in werking worden gesteld met het wezenlijk doel televisieprogrammasignalen, langs kabel, aan derden over te brengen;

Zie noot volgende bladzijde.

4° Klankprogramma's : de klankuitzendingen van de radio-omroepdiensten en andere klankoverbrengingen, waarvoor een distributievergunning door de Gemeenschap werd verleend;

5° Televisieprogramma's : de televisieuitzendingen van de radio-omroepdiensten en andere overbrengingen van beelden of teksten, al dan niet van klanken vergezeld, waarvoor een distributievergunning door de Gemeenschap werd verleend;

6° Radio-omroepdienst : de dienst voor radioverbinding die uitzendingen doet welke bestemd zijn om rechtstreeks door het publiek in het algemeen te worden ontvangen. Die dienst kan bestaan uit klank-, televisie- of andere soorten van uitzendingen.

Voor de radio-omroepdienst per satelliet geldt de uitdrukking « bestemd om rechtstreeks door het publiek in het algemeen te worden ontvangen » zowel voor de ontvangst langs een radiodistributie — of een teledistributienet als voor de ontvangst met behulp van een collectieve of van een individuele antenne;

7° Radio-omroepstation : het station van een radio-omroepdienst;

8° Verdeler : de persoon die een radiodistributie- of een teledistributienet exploiteert of de beheerders van een distributiemaatschappij;

9° Collectieve antenne : een inrichting voor het opvangen van radio-omroepuitzendingen waaraan verscheidene toestellen die deze uitzendingen ontvangen zijn verbonden en voor het gebruik waarvan, buiten het aandeel van de gebruiker in de werkelijke kosten die uit de installatie, de werking en het onderhoud van deze inrichting voortvloeien, geen enkel abonnementsgeld wordt geëist;

10° Eigen productie : de programma's die door het personeel van een radio-omroepdienst worden uitgedacht, die door dit personeel of onder zijn toezicht worden uitgewerkt en verwezenlijkt. Deze programma's kunnen noch uit het herhaald uitzenden, noch uit het gelijktijdig of uitgesteld doorgeven van programma's van een ander station bestaan.

## HOOFDSTUK II. — *De lokale en communautaire televisies*

**Art. 2.** De Executieve kan de vergunning verlenen voor de oprichting en de werking van lokale en communautaire televisies.

**Art. 3.** Er kan in principe een vergunning alleen worden verleend voor één enkele lokale en communautaire televisie die in aanmerking kan komen voor distributie vanuit stations die aan het hoofd staan van het net van een zelfde administratief arrondissement.

De Executieve kan van dat principe afwijken, gelet op de oppervlakte van het arrondissement, op zijn bevolkingscijfer, op de mogelijkheden inzake kijkdichtheid en verzending van de programma's naar de stations die aan het hoofd van een net slaan, door de zones te bepalen die een vergunning hebben verkregen en die overeenstemmen met één of meerdere stations aan het hoofd van het net van een zelfde administratief arrondissement.

**Art. 4.** Om de vergunning te bekomen, moet een lokale en communautaire televisie :

1° Oppericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid verleend wordt, en zich voegen naar de bepalingen van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

2° Met haar eigen productie, programma's met betrekking tot plaatselijke informatie en animatie, cultuurontwikkeling en permanente opvoeding uitzenden, voor ten minste 65 pct. van het geheel van de programma's, met uitsluiting van de wederuitgezonden programma's en de coproducties.

De Executieve bepaalt de minimumdeelneming aan de coproductie die vereist is opdat het geheel of een gedeelte van die coproductie als eigen productie beschouwd wordt.

De eigen producties van de lokale en communautaire televisies moeten de uitdrukkingmogelijkheden van de betrokken bevolking ontwikkelen en haar deelneming aanmoedigen;

3° Die uitzendingen doorgeven in een zone die niet uitgestrekter mag zijn dan deze die overeenstemt met de zone van de stations die aan het hoofd staan van het net van een zelfde administratief arrondissement;

4° Een huishoudelijk reglement met betrekking tot de objectiviteit bij de verwerking van de informatie opmaken en zich verbinden tot het naleven hiervan;

5° Een programmeringscomité instellen dat belast wordt met het opstellen van de programmavoorstellen die bestemd zijn voor het beheersorgaan van de vereniging.

### (1) *Zitting 1985-1986.*

*Documenten van de Raad.* — Nr. 55, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 55, nrs. 2 tot 87, Nr. 55, nr. 89 tot 101, en Nr. 55, nrs. 103 tot 106. Amendementen en subamendementen. — Nr. 55, nr. 88. Verslag. — Nr. 55, nr. 102. Advies van de Raad van State.

### *Zitting 1982-1983.*

*Documenten van de Raad.* — Nr. 105, nr. 1. Voorstel van decreet. Nr. 108, nr. 1. Voorstel van decreet. — Nr. 108, nr. 2 en nr. 6. Advies van de Raad van State. — Nr. 108, nrs. 3, 4 en 5. Amendementen en subamendementen. — Nr. 108, nr. 7. Verslag. - Nr. 119, nr. 1. Voorstel van decreet.

### *Zitting 1984-1985.*

*Documenten van de Raad.* — Nr. 161, nr. 1. Voorstel van decreet. — Nr. 203, nr. 1. Voorstel van decreet. — Nr. 203, nr. 2. Advies van de Raad van State. — Nr. 203, nr. 3. Amendementen. (Gezamenlijk onderzoek).

### *Zitting 1986-1987.*

*Integrale Verslagen.* — Bespreking. Vergaderingen van 6, 7 en 11 juli 1987. — Aanneming. 12 juli 1987.



**Art. 5.** De beheersorganen en het programmeringscomité van de lokale en communautaire televisies mogen niet, voor meer dan een derde van hun leden, samengesteld zijn uit openbare mandatarissen of uit vertegenwoordigers van de overheid.

Het mandaat van de leden van de raad van bestuur eindigt twee maanden na de datum van elke parlementsverkiezing. Het is hernieuwbaar.

**Art. 6.** Binnen de perken van de op de begroting uitgetrokken kredieten kunnen de lokale en communautaire televisies die de vergunning hebben verkregen een werkingstoelage, waarvan een gedeelte, door de Executieve vastgesteld, bestemd wordt voor de personeelsuitgaven, en een investeringstoelage, krijgen.

De Executieve stelt de voorwaarden en de nadere regelen vast voor de toekenning van deze toelagen.

Ze kan inzonderheid de lokale en communautaire televisies in categorieën rangschikken, volgens criteria die ze vaststelt.

**Art. 7.** De vergunning wordt voor een duur van vijf jaar verleend. Ze is hernieuwbaar.

De Executieve kan ieder ogenblik de vergunning die aan een lokale en communautaire televisie werd verleend, schorsen of intrekken, indien zij de bepalingen van dit decreet of deze die in uitvoering hiervan worden getroffen, niet naleeft.

De Executieve stelt de nadere regelen vast voor de verlening, de schorsing en de intrekking van de vergunning.

**Art. 8.** De toekenning van de toelagen aan de lokale en communautaire televisies wordt onderworpen aan de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1987 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen alsmede aan die van het koninklijk besluit van 28 april 1968 tot inrichting en coördinatie van de controles op de toekenning en op de aanwending van de toelagen.

Er kunnen provisionele voorschotten door de Executieve toegekend worden.

Ze stelt er de bedragen van vast en de datums voor de storting ervan.

**Art. 9.** De toekenning van de toelagen wordt afhankelijk gemaakt van het voorstel, uiterlijk op 31 maart, van het activiteitenverslag, van de balans en van de exploitatierekening van het afgelopen jaar, alsmede van de programma's en van een ontwerp van begroting voor het volgende jaar.

### HOOFDSTUK III. — *De private regionale televisies*

**Art. 10.** De Executieve kan de vergunning verlenen voor de oprichting en de werking van private televisies van regionale aard — « private regionale televisies » genoemd.

**Art. 11.** Een private regionale televisie mag haar uitzendingen niet in meer dan twee aangrenzende zones doorgeven.

Deze zones zijn :

- 1° De provincie Henegouwen;
- 2° De provincie Luik, met uitzondering van de gemeenten die de Duitstalige Gemeenschap uitmaken;
- 3° De provincie Luxemburg;
- 4° De provincie Namen;
- 5° Het arrondissement Brussel;
- 6° Het administratief arrondissement Nijvel.

De Executieve kan, gelet op de oppervlakte van de provincie of van het arrondissement, op haar of zijn bevolkingscijfer, op de mogelijkheden inzake kijkdichtheid en verzending van de programma's naar de stations die aan het hoofd van een net staan, de zones bepalen waarvoor een vergunning werd verkregen en die overeenstemmen met één of meerdere stations aan het hoofd van het net van een zelfde provincie of een zelfde arrondissement.

**Art. 12.** Om de vergunning te bekomen, moet een private regionale televisie :

- 1° Oppericht zijn als een handelsmaatschappij;
- 2° Een maatschappelijke zetel en een exploitatiezetel bezitten die gevestigd zijn in de uitzendingszone van de private regionale televisie;
- 3° Haar programmering, voor ten minste 20 pct., uit eigen productie laten bestaan. De Executieve kan een hoger percentage vaststellen;
- 4° In haar programma's het cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap herwaarderen;
- 5° Ingeval informatieuitzendingen verwezenlijkt worden, onder de leden van haar personeel één of meerdere beroepsjournalisten tellen of één of meerdere personen die werken in omstandigheden die het mogelijk maken beroepsjournalist te worden, overeenkomstig de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist;
- 6° Een huishoudelijk reglement met betrekking tot de objectiviteit bij de verwerking van de informatie opmaken en het naleven;

7° Met de betrokken verdeler of verdelers de akkoorden hebben gesloten die nodig zijn voor het doorgeven van de uitzendingen in de zone van de regionale televisie, die niet uitgestrekter mag zijn dan deze die overeenstemt met de zone van de stations die aan het hoofd staan van het net van een zelfde provincie of een zelfde arrondissement;

8° Aan de Executieve een jaarlijks activiteitenverslag voorstellen dat inzonderheid op de 3°, 4°, 5° en 6° van dit artikel betrekking heeft.

**Art. 13.** Behalve als het gaat om de deelneming van een verdeler zoals bepaald in artikel 21, mogen de openbare besturen en de instellingen van openbaar nut belast met de openbare dienst van de audiovisuele sector, noch rechtstreeks noch onrechtstreeks, deelnemen in het kapitaal van de private regionale televisie of vertegenwoordigd zijn in haar beheersorganen.

**Art. 14.** De vergunning wordt voor een duur van negen jaar verleend. Ze is hernieuwbaar.

De Executieve kan ieder ogenblik de vergunning die aan een private regionale televisie werd verleend, schorsen of intrekken, indien zij de bepalingen van dit decreet of deze die in uitvoering hiervan worden getroffen, niet naleeft.

De Executieve stelt de nadere regelen vast voor de verlening, de schorsing of de intrekking van de vergunning.

HOOFDSTUK IV. — *De private televisies van de Franse Gemeenschap*

**Art. 15.** De Executieve kan de vergunning verlenen voor de oprichting en de werking van private televisies voor kijkers van de Gemeenschap — « private televisies van de Franse Gemeenschap » genoemd — die tot doel hebben programma's bestemd voor het geheel van de Franse Gemeenschap uit te zenden.

**Art. 16.** Om de vergunning te bekomen, moet een private televisie :

- 1° Een handelsmaatschappij zijn;
- 2° Haar maatschappelijke zetel en haar exploitatiezetel in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad vestigen;
- 3° Haar programmering voor ten minste 20 pct., uit eigen produktie laten bestaan. De Executieve kan een hoger percentage vaststellen;
- 4° In haar programma's het cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap, inzonderheid onder al haar regionale aspecten, herwaarderen;
- 5° Met natuurlijke of rechtspersonen gevestigd in het Franse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad coproductie-akkoorden of contracten voor externe prestaties sluiten die ten minste 5 pct. van haar programmering uitmaken. De Executieve kan een hoger percentage vaststellen;
- 6° Onder de leden van haar personeel één of meerdere beroepsjournalisten tellen of één of meerdere personen die werken in omstandigheden die het mogelijk maken beroepsjournalist te worden, overeenkomstig de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist;
- 7° Een huishoudelijk reglement met betrekking tot de objectiviteit bij de verwerking van de informatie opmaken en zich verbinden tot het naleven ervan;
- 8° Aan de Raad van de Franse Gemeenschap een jaarlijks verslag voorstellen dat inzonderheid op de leden 3°, 4°, 5°, 6° en 7° van dit artikel betrekking heeft.

**Art. 17.** Behalve als het gaat om de deelneming van een verdeler zoals bepaald in artikel 21 van dit decreet, mogen de openbare besturen en de instellingen van openbaar nut belast met de openbare dienst van de audiovisuele sector, noch rechtstreeks noch onrechtstreeks, deelnemen in het kapitaal van de private televisie of vertegenwoordigd zijn in haar beheersorganen.

**Art. 18.** De vergunning wordt voor een duur van negen jaar verleend. Ze is hernieuwbaar.

De Executieve kan ieder ogenblik de vergunning die aan een private televisie werd verleend, schorsen of intrekken, indien zij de bepalingen van dit decreet of deze die in uitvoering hiervan worden getroffen, niet naleeft.

De Executieve stelt de nadere regelen vast voor de verlening, de schorsing of de intrekking van de vergunning.

Ze kan het verlenen van de vergunning afhankelijk maken van aanvullende bepalingen die vastgesteld worden bij overeenkomst met de instelling die de vergunning heeft bekomen en die inzonderheid op de aangelegenheden bedoeld in artikel 16, 3°, 4°, 5°, van dit decreet betrekking hebben.

HOOFDSTUK V. — *De betaaltelevisediensten*

**Art. 19.** De « R.T.B.F. » en de private televisies die van de Executieve de vergunning om uit te zenden hebben bekomen, kunnen sommige van hun programma's langs de kabel of hertzgolven uitzenden door middel van signalen die geheel of gedeeltelijk gecodeerd zijn.

De Executieve kan aan de instelling de vergunning verlenen om het ontvangen van die programma's van een betaling afhankelijk te maken. Ze stelt de nadere regelen voor de betaling vast en keurt de vastgestelde prijzen goed. Die vergunning kan, onder de door de Executieve te bepalen voorwaarden, geschorst of ingetrokken worden.

Onder de voorwaarden en volgens de nadere regelen die door de Executieve bepaald moeten worden, kan de Executieve de vergunning verlenen voor het uitzenden, langs de kabel, van andere soorten van diensten dan de klankprogramma's of de televisieprogramma's. Deze diensten kunnen uitgezonden worden door middel van signalen die geheel of gedeeltelijk gecodeerd zijn en het ontvangen ervan kan van een betaling afhankelijk worden gemaakt.

HOOFDSTUK VI. — *Netten voor distributie van radio-omroepuitzendingen*

**Art. 20. § 1.** Niemand mag een radiodistributie- of een teledistributienet exploiteren zonder de schriftelijke vergunning van de Executieve te hebben bekomen.

Deze vergunning wordt alleen verleend aan de personen die gemachtigd zijn tot het aanleggen of het exploiteren van een radiodistributie- of teledistributienet.

De vergunning vermeldt het exploitatiegebied en de programma's die uitgezonden worden volgens de bepalingen van de artikelen 22 en 23 van dit decreet.

De Executieve kan ze herroepen ingeval dit decreet of zijn uitvoeringsbesluiten geschonden worden.

§ 2. De vergunning is niet vereist voor de oprichting van een collectieve antenne uitsluitend ten behoeve van houders van ontvangtoestellen verblijvende in :

- kamers of appartementen van een zelfde gebouw;
- gegroepeerde gebouwen van een zelfde eigenaar waarvan het aantal vijftig niet overschrijdt;
- gegroepeerde woningen waarvan het aantal vijftig niet overschrijdt;
- caravans of op percelen van een zelfde camping.

§ 3. De vergunning kan alleen verleend worden aan de rechtspersonen wier maatschappelijke zetel en exploitatiezetel gevestigd zijn in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

§ 4. De vergunning is geldig tot het einde van het negende kalenderjaar dat volgt op de aflevering van de vergunning; ze wordt vervolgens verlengd voor opeenvolgende periodes van zes jaar, behalve opzegging door de verdeler of vernietiging door de Executieve, bij aangetekende brief betekend tijdens het eerste semester van het laatste jaar dat de vergunning geldig is.

De vergunningen die lopen op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet blijven geldig tot hun normale termijn.

De vergunning is persoonlijk en mag aan een derde alleen met het schriftelijk akkoord van de Executieve afgestaan worden.

§ 5. De Executieve controleert of de exploitante van de netten overeenkomstig dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten geschiedt.

Het bedrag en de nadere regelen voor de betaling van de taksen verschuldigd door de verdeler voor de uitoefening van deze controle, worden door de Executieve vastgesteld.

**Art. 21.** De verdeler en zijn beheerder mogen samen niet meer dan 24 pct. van het kapitaal van een privé-instelling voor radio-omroep bezitten, noch voor meer dan één derde in de beheersorganen vertegenwoordigd zijn, noch er de beheerders van zijn.

**Art. 22. § 1.** De verdeler die de vergunning heeft verkregen om een telédistributienet te exploiteren moet, op het ogenblik dat ze uitgezonden worden en in hun geheel, de volgende programma's doorgeven :

- alle televisieprogramma's van de openbare radio-omroepdienst van de Gemeenschap;
- de programma's van lokale en communautaire televisies die overeenstemmen met de ontvangzones die met het akkoord van de Executieve afgebakend worden;
- de programma's van internationale instellingen waaraan de openbare radio-omroepdienst van de Gemeenschap deelneemt;
- de programma's van private regionale televisies bedoeld in hoofdstuk III van dit decreet, in hun respectieve ontvangzones;
- de programma's van de private televisies van de Franse Gemeenschap bedoeld in hoofdstuk IV van dit decreet;
- één of meerdere televisieprogramma's van de openbare radio-omroepdienst van de Vlaamse Gemeenschap, voor zover de verdelers die van die Gemeenschap de vergunning hebben verkregen, ertoe gehouden worden één of meerdere televisieprogramma's van de openbare radio-omroepdienst van de Franse Gemeenschap door te geven;
- één of meerdere televisieprogramma's van de openbare radio-omroepdienst van de Duitstalige Gemeenschap, voor zover de verdelers die van die Gemeenschap de vergunning hebben verkregen, ertoe gehouden worden één of meerdere televisieprogramma's van de openbare radio-omroepdienst van de Franse Gemeenschap door te geven.

§ 2. De verdeler mag, mits schriftelijke en voorafgaande vergunning van de Executieve, op het ogenblik dat ze uitgezonden worden en in hun geheel, de televisieprogramma's doorgeven van elk ander radio-omroepstation dat de vergunning heeft verkregen van de Staat waarin het zijn maatschappelijke zetel heeft en dat voldoet aan de voorwaarden die in de vergunningsakte door de Executieve vastgesteld worden. Die vergunning kan ingetrokken worden.

§ 3. De verdeler mag niet, via hetzelfde kanaal, programma's van de openbare radio-omroepdienst bedoeld in § 1 van dit artikel en programma's van private regionale televisies of van lokale en communautaire televisies doorgeven.

De Executieve kan van de bepaling van lid 1 van deze paragraaf afwijken voor de private regionale televisies en de lokale en communautaire televisies die hun programma over het geheel of een gedeelte van het arrondissement Brussel uitzenden.

**Art. 23.** De verdeler die de vergunning heeft verkregen om een radiodistributienet te exploiteren moet, op het ogenblik dat ze uitgezonden worden en in hun geheel, de klankprogramma's doorgeven van de stations van de openbare dienst van de Gemeenschap, in frequentiemodulatie uitgezonden.

Hij mag eveneens, op het ogenblik dat het uitgezonden wordt en in zijn geheel, elk Belgisch of buitenlands klankprogramma doorgeven dat uitgezonden wordt door een radio-omroepinstelling die de vergunning heeft verkregen van de Staat waarin ze haar maatschappelijke zetel heeft.

De verdeler moet ten minste drie kanalen voorbehouden voor regionale radio's die door de Executieve te bepalen zijn en die hun programma's niet via hertzgolven doorgeven.

**Art. 24. § 1.** De verdeler mag alleen hetzij de klankprogramma's hetzij de televisieprogramma's doorgeven die hij moet verdelen krachtens de artikelen 22 en 23 alsmede de programma's en diensten waarvoor vergunning wordt verleend door of krachtens dit decreet.

§ 2. De verdelers mogen geen uitzendingen verdelen die afbreuk doen aan de wetten, aan de veiligheid van de Staat, aan de openbare orde of aan de goede zeden of die een belediging uitmaken voor een buitenlands staats-hoofd.

§ 3. De verdeler moet de nodige maatregelen treffen om elk gebruik van het net te voorkomen dat niet overeenstemt met de bepalingen van dit decreet. Hij moet aan de Executieve de gevallen mededelen waar het gebruik van het net niet overeenstemt met dit decreet.

§ 4. De verdeler mag op het net de distributie verrichten van twee geregistreerde eigen programma's bestaande in doorlopende muziek, alsmede van een programma voor technische informatie.

#### HOOFDSTUK VII. — *De niet-commerciële reclame*

**Art. 25. § 1.** De niet-commerciële reclame wordt op de radio en op de televisie toegelaten indien ze voldoet aan de bij dit decreet bepaalde criteria.

§ 2. De reclame is niet-commercieel in de zin van dit decreet wanneer ze de volgende voorwaarden vervult :

- 1° uitgezonden worden met het doel het algemeen belang te dienen;
- 2° gevraagd worden door een openbare persoon, wat er de vorm ook van is, door een niet-commerciële instelling die onder het toezicht, de voogdij of de afhankelijkheid van de overheid staat, door een publiekrechtelijke of privaatrechtelijke internationale instelling of door een beroeps-, maatschappelijke, cultuur-, wetenschaps- of sportorganisatie of -vereniging;
- 3° geen vermelding van merken van produkten of diensten omvatten en geen zinspeling op zulke merken zowel door de vorm van de boodschap als door de vereenzelviging ervan met een boodschap die gelijkenis vertoont maar die deze zinspeling inhoudt; produkten of diensten mogen alleen onder een generieke benaming voorgesteld worden;

4° geen naam van een in 2° hierboven niet bedoelde onderneming vermelden en niet zinspelen op zo'n onderneming, zowel door de vorm van de boodschap als door de vereenzelviging ervan met een boodschap die gelijkenis vertoont maar die deze zinspeling inhoudt.

**Art. 26.** De inhoud van de boodschappen van de niet-commerciële reclame moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

1. geen fictieve kwaliteiten van produkten en diensten doen uitkomen of suggereren;
2. de geldende regelen in acht nemen inzake de leiterkundige, artistieke en industriële eigendom en de rechten van de persoon op zijn beeld;
3. geen verwijzing naar een bepaalde persoon of instelling behelzen, noch verklaringen of attesten van deze, zonder hun toestemming of die van hun rechthebbenden;
4. elke zinspeling uitsluiten die gunstig is voor alcoholhoudende dranken en voor tabak; zich voegen naar de bijzondere regelen van de Executieve betreffende geneesmiddelen, verzorging, medische of paramedische behandeling;
5. geen vermelding, geen zinspeling behelzen die de morele, godsdienstige, filosofische of politieke overtuigingen van de luisteraars en kijkers zouden kunnen kwetsen.

**Art. 27. § 1.** Er wordt een Ethiekcommissie voor de niet-commerciële reclame opgericht, die als opdracht heeft :

1° op eigen initiatief of op aanvraag van de Executieve, een advies te geven betreffende elke vraag met betrekking tot de niet-commerciële reclame;

2° op eigen initiatief of op aanvraag van de Executieve van elke betrokken persoon, de overeenstemming van de boodschappen met de bepalingen van dit decreet na te gaan, een advies erover te geven en, in voorkomend geval, de verplichting op te leggen een einde te maken aan het uitzenden van boodschappen die de voorschriften van dit decreet niet naleven;

3° aan de Executieve bijzondere regelen voor te stellen voor elke boodschap met betrekking tot een type van geneesmiddel, verzorging, medische of paramedische behandeling;

4° te zorgen voor een permanente verbinding met het orgaan dat bij de wet werd opgericht om de regels inzake commerciële reclame toe te passen.

§ 2. De Commissie is uit minimaal 6 leden en maximaal 15 leden samengesteld.

De leden worden door de Executieve aangewezen uit de volgende beroeps categorieën :

- juristen gespecialiseerd in het zakenrecht;
- specialisten van de audiovisuele beroepen;
- vertegenwoordigers van de reclamevakken.

Het mandaat van de leden duurt drie jaar. Het is hernieuwbaar.

De Executieve wijst twee afgevaardigden aan. Ze wonen de werkzaamheden en beraadslagingen van de Commissie met adviserende stem bij.

De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast. Dit reglement bepaalt inzonderheid de gevallen van eventuele onverenigbaarheid, de termijn waarbinnen de beslissing getroffen wordt en de procedure die in spoedgevallen gevolgd dient te worden. Het reglement wordt aan de Executieve ter goedkeuring voorgelegd.

§ 3. Op verzoek van de voorzitter van de Commissie, moeten de instelling op wier initiatief de niet-commerciële reclame uitgezonden werd en elke in artikel 25, § 2°, bedoelde instelling de gegevens verstrekken die noodzakelijk zijn om elke beschrijving, verklaring, elk attest, elke illustratie of elk experiment met betrekking tot een reclameuitzending te rechtvaardigen.

**Art. 28.** Elk jaar, in de loop van het eerste trimester, deelt de Ethiekcommissie voor de niet-commerciële reclame aan de Executieve, aan de Hoge Raad voor de audiovisuele sector, en aan de Raad van de Franse Gemeenschap, een volledig verslag van haar werkzaamheden, dat de uitgebrachte adviezen behelst, mede.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Sponsoring*

**Art. 29.** Voor zover het niet om informatieuitzendingen gaat, mogen openbare of privé-ondernemingen programma's sponsoren wanneer de volgende voorwaarden vervuld zijn :

a) Indien de sponsoring uitsluitend aangekondigd wordt in de generieken die vóór en na het gesponsorde programma uitgezonden worden en in de trailers die dat programma aanprijzen;

b) Indien de aankondiging van de sponsoring uitsluitend de volgende vermeldingen behelst :

1. Voor de radio- en televisieuitzendingen : de namen, benamingen of handelsnamen van de sponsors;
2. Voor de televisieuitzendingen : de kenmerkende letterwoorden en visuele logo's die gewoonlijk gepaard gaan met de voorstelling van de namen, benamingen of handelsnamen van de sponsors.

De sponsoring sluit elke vermelding van merken of zinspelingen op merken van alcoholhoudende dranken of van tabak uit.

#### HOOFDSTUK IX. — *De private radio's*

**Art. 30.** De Executieve kan de vergunning voor de oprichting en de werking van private radio's verlenen.

De private radio's richten zich tot een publiek dat in de ruimte beperkt is : een wijk, een gemeente, een groep van aangrenzende gemeenten, een agglomeratie, één of meerdere aangrenzende arrondissementen.

**Art. 31.** Om erkend te worden, moet een private radio :

- 1° Een rechtspersoon zijn;
- 2° De bevordering van de cultuur, de permanente opvoeding, de informatie, de plaatselijke animatie, de ontspanning, de diensten aan het publiek tot doel hebben; deze doeleinden kunnen afzonderlijk of samen nagestreefd worden;
- 3° Een aanvraag hebben ingediend die in het Frans is opgesteld, door ten minste twee personen van Belgische nationaliteit ondertekend, met vermelding van hun namen en hun woonplaatsen die gelegen moeten zijn in de uitzendingszone van de radio waarvan de erkenning wordt aangevraagd;
- 4° Onafhankelijk zijn van een representatieve werkgeversorganisatie, van een representatieve werknemersorganisatie of van een politieke partij;

5° Onder de leden van zijn personeel één of meerdere beroepsjournalisten of één of meerdere personen tellen die werken in omstandigheden die het mogelijk maken beroepsjournalist te worden, overeenkomstig de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist. De Executieve bepaalt de radio's die aan die verplichting zijn onderworpen op grond van de vastgestelde uitzendingszones. Die radio's moeten een huishoudelijk reglement vaststellen met betrekking tot de objectiviteit in de verwerking van de informatie en zich verbinden tot het naleven hiervan;

6° In zijn programmatie zorgen voor het herwaarderen van het cultureel patrimonium alsook van de kunstenaars en de creatieve personen van de Franse Gemeenschap.

**Art. 32.** Een natuurlijke of een rechtspersoon mag niet meer dan vijf private radio's in eigendom hebben en rechtstreeks of onrechtstreeks controleren.

Boven dat getal, mag geen radio die hij in eigendom heeft of die rechtstreeks of onrechtstreeks door hem gecontroleerd wordt, erkend worden.

**Art. 33.** De overheid mag noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks één of meerdere private radio's noch de inhoud van de informatie controleren.

**Art. 34.** Behalve als het gaat om de deelneming van een verdeler zoals bepaald in artikel 21, mogen de openbare besturen en de instellingen van openbaar nut belast met de openbare dienst voor de audiovisuele sector, noch rechtstreeks noch onrechtstreeks in het kapitaal en aan de beheersorganen van private radio's deelnemen.

**Art. 35.** De erkenning wordt voor een periode van vier jaar toegekend. Ze is hernieuwbaar per periode van vier jaar. Ze bepaalt, in voorkomend geval, de toegelaten uitzendingsuren.

**Art. 36.** De uitzending van de programma's moet voorafgegaan en gevolgd worden door een herkenningsmelodie die het mogelijk maakt de radio te identificeren en de lokalisatie van de zender alsook de gebruikte frequentie te kennen. Die herkenningsmelodie moet tijdens de uitzending van de programma's met regelmatige tussenpozen uitgezonden worden.

**Art. 37.** Ingeval de bepalingen van dit decreet en van de toepassingsbesluiten niet nageleefd worden, kan de erkenning door de Executieve geschorst of ingetrokken worden.

De Franse Gemeenschapsexecutieve bepaalt de andere regelen voor de schorsing of de intrekking van de erkenning.

#### HOOFDSTUK X. — *De Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap*

**Art. 38. § 1.** Er wordt een Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap, hierna « de Raad » genoemd, opgericht, die als opdracht heeft :

1° Aan de Executieve een voorafgaand advies te geven over de vergunning en de erkenning, de schorsing of de intrekking van de vergunning of van de erkenning van de private radio- en televisiediensten, van de betaaltelevisiediensten en van de distributienetten;

2° Op aanvraag van de Executieve of op eigen initiatief, adviezen te geven over elke vraag met betrekking tot de audiovisuele sector.

§ 2. De Raad is uit minimaal 20 leden en maximaal 35 leden samengesteld.

De leden worden door de Executieve uit de volgende beroepsinstellingen — of categorieën aangewezen :

- De audiovisuele beroepen;
- De filmsector;
- De auteursmaatschappijen;
- De personen die audiovisuele programma's produceren en uitgeven;
- De private radio's;
- De lokale en communautaire televisies;
- De private regionale televisies;
- De persverenigingen;
- De R.T.B.F.;
- De private televisie of televisies van de Franse Gemeenschap;
- De teledistributiemaatschappijen.

Het mandaat van de leden duurt drie jaar. Het is hernieuwbaar. De Executieve wijst twee afgevaardigden aan. Ze wonen de werkzaamheden en de beraadslagingen van de Raad met adviserende steun bij.

De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast. Het reglement bepaalt inzonderheid de termijn waarbinnen de adviezen uitgebracht dienen te worden. Wanneer die termijn verstreken is, wordt het advies geacht uitgebracht te zijn. Het reglement wordt aan de Executieve ter goedkeuring voorgelegd.

Ieder jaar deelt de Raad, in de loop van het eerste trimester, aan de Executieve en aan de Raad van de Franse Gemeenschap een jaarlijks verslag van zijn activiteiten mede.

#### HOOFDSTUK XI. — *Continuïteit van de openbare diensten*

**Art. 39.** In het decreet van 12 december 1977 houdende statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française » (R.T.B.F.) wordt een artikel 26bis ingevoegd dat luidt als volgt :

« Artikel 26bis. Bij gebrek aan een akkoordprotocol, ondertekend tussen de Raad van bestuur van de R.T.B.F. en de vakbondsorganisaties die het personeel vertegenwoordigen, stelt de Executieve, na het advies van de Raad van bestuur van de R.T.B.F. te hebben ingewonnen en volgens de nadere regelen bepaald bij het besluit van de Executieve van 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, de regelen vast die het minimumprogramma bepalen dat, in alle omstandigheden, door de openbare radio- en televisiedienst uitgezonden moet worden, zowel inzake nieuws als inzake culturele ontwikkeling, permanente opvoeding en ontspanning, alsook de uitrusting die permanent gereed om te werken gehouden moet worden. »

HOOFDSTUK XII. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

**Art. 40.** De hoofdstukken II en III van de wet van 23 juni 1961 betreffende het recht tot antwoord, ingevoegd door de wet van 4 maart 1977, zijn toepasselijk op de bij dit decreet bedoelde uitzendingen.

**Art. 41.** Elke natuurlijke of rechtspersoon die, rechtstreeks of onrechtstreeks, meer dan 24 pct. van het kapitaal van een private televisie van de Franse Gemeenschap bezit, mag, rechtstreeks of onrechtstreeks, niet meer dan 24 pct. van het kapitaal van een andere private televisie van de Franse Gemeenschap of van meer dan vijf private radio's bezitten.

HOOFDSTUK XIII. — *Strafbepalingen*

**Art. 42.** Met geldboete van 26 frank tot 10 000 frank wordt gestraft, hij die klank- of televisieprogramma's wetens heeft uitgezonden, zonder de bij dit decreet bedoelde vergunningen te hebben bekomen of nadat die vergunningen geschorst of ingetrokken zijn

**Art. 43.** Met geldboete van 26 frank tot 100 000 frank wordt gestraft, hij die wetens :

1° Zonder de prijs te betalen, de signalen van het geheel of een gedeelte van de betaalde televisiediensten heeft gedecodeerd;

2° Rechtstreeks, aan een derde die de prijs van de dienst niet heeft betaald, het geheel of een gedeelte van de gedecodeerde programma's van een betaalde televisiedienst heeft overgebracht, of aan die derde de volledige of gedeeltelijke opname van die programma's heeft bezorgd;

3° Van een derde, zonder de prijs te betalen, hetzij rechtstreeks, hetzij via een opname, het geheel of een gedeelte van de gedecodeerde programma's van een betaalde televisiedienst heeft gekregen;

4° De bepalingen heeft overtreden waardoor de Executieve de nadere regels voor de betaling vaststelt.

De verbeurdverklaring van de toestellen wordt overeenkomstig artikel 42 van het Strafwetboek uitgesproken. De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn toepasselijk op de inbreuken op dit decreet en op de besluiten die in uitvoering hiervan genomen worden.

**Art. 44.** De inbreuken op de artikelen 22 tot 24 en op hun uitvoeringsbesluiten worden met geldboete van tien-duizend frank tot 100 000 frank gestraft.

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn toepasselijk op de in het eerste lid bedoelde inbreuken.

**Art. 45.** Met geldboete van 26 frank tot 100 000 worden gestraft :

1° Zij die niet-commerciële reclame uitzenden die strijdig is met de voorschriften van dit decreet;

2° Zij die een uitgezonden boodschap van niet-commerciële reclame die strijdig is met de voorschriften van dit decreet, hebben uitgewerkt.

HOOFDSTUK XIV. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 46.** De lokale en communautaire televisies die erkend zijn overeenkomstig het decreet van 5 juli 1985 betreffende de plaatselijke en de communautaire televisies, beschikken over een termijn van drie maanden vanaf de dag van de inwerkingtreding van dit decreet om zich naar hoofdstuk II te schikken.

**Art. 47.** De vergunningen voor het exploiteren van een radiodistributie- of teledistributienet die verleend zijn bij toepassing van het koninklijk besluit van 24 december 1966 betreffende de netten voor distributie van radio-omroepuitzendingen in de woningen van derden, blijven geldig totdat de lopende vergunning verstreken is.

**Art. 48.** De lokale radio's die erkend zijn overeenkomstig het decreet van 8 september 1981 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de lokale radio's, beschikken over een termijn van drie maanden vanaf de dag van de inwerkingtreding van dit decreet om zich naar hoofdstuk IX te schikken.

HOOFDSTUK XV. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 49.** Opgeheven worden :

1° het decreet van 8 september 1981 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de lokale radio's, gewijzigd bij de decreten van 8 juni 1983 en van 8 juli 1985;

2° het decreet van 8 juli 1983 betreffende de invoering van diensten voor televisie tegen betaling;

3° het decreet van 8 juli 1983 tot reglementering van de niet-commerciële publiciteit op radio en op televisie;

4° het decreet van 5 juli 1985 betreffende de plaatselijke en de communautaire televisies.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 1987.

De Minister-Voorzitter,  
Ph. MONFILS

De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,  
E. POULLET

De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,  
A. BERTOUILLE